



Belligérants silencieux mais détonants, méconnus et fantasmés, acteurs incontournables des guerres civiles libanaises et de nombreux autres conflits régionaux, les services de renseignement israéliens (Mossad, Shin Bet, Aman) s'avèrent être des acteurs essentiels sur la scène politico-militaire proche-orientale contemporaine. L'étude historique de leur rôle et les détails des opérations réalisées par ces derniers s'avère être un sujet particulièrement sensible et pour lequel il n'est pas évident *a priori* de trouver des sources en raison de la contemporanéité et de la sensibilité des événements ; notamment en ce qui concerne leurs campagnes « d'assassinats ciblés ».

Le journaliste israélien Ronen Bergman, spécialiste des questions militaires et de renseignement au journal Yediot Aharonot, est parvenu à dresser les contours d'un grand nombre de ces opérations et à établir un certain nombre de faits en recueillant les témoignages de presque tous les responsables concernés et de nombreux agents et officiers de différents services au cours d'une enquête de sept ans, basée sur plus de mille entretiens. R. Bergman nous dévoile dans son livre, paru en janvier 2018 sous le titre « *Rise and Kill First : The Secret History of Israeli's Targeted Assassinations*<sup>[1]</sup> », les « assassinats ciblés » (exécution extra-judiciaires) réalisées par le Mossad (services secrets extérieurs), et évoque aussi de manière détaillée celles menées par le Shin-Bet (services secrets intérieurs), et autres services israéliens, notamment au Liban.

On parle, dans la presse, d'« assassinats ciblés » (*targeted killing, targeted assassination*), toutefois, d'un point de vue juridique, on qualifie ces pratiques d'exécutions extra-judiciaires, sommaires ou arbitraires<sup>[2]</sup>. La définition juridique d'une exécution extra-judiciaire (assassinat ciblé / *targeted assassination*) est :

« un homicide commis délibérément par un agent d'Etat, ou avec son consentement, sans procès préalable offrant toutes les garanties judiciaires, telles qu'une procédure équitable et impartiale<sup>[3]</sup> ».

*« in July 1979, a Syrian operative named Qasim Harash threatened to expose Israeli agents. « We called a session of the special tribunal », Ravid[4] boasted, « with me as the judge, prosecutor, and defense counsel, and unanimously sentenced him to death, without the right of appeal ». A 504 agent code-named the Brazilian shot Harash dead[5] ».*

Il nous renseigne également sur la création en 1979 du FLLE (Front de Libération du Liban des Étrangers), « groupuscule terroriste » obscur créé par les officiers Ben-Gal et Meir Dagan via l'unité SLR (South Lebanon Region) en vue de « frapper l'OLP » et ses alliés locaux sans laisser d'empreinte israélienne, dont les derniers attentats revendiqués remontent à 1983. L'étude historique de ce groupuscule sera le cœur de cette étude. L'intérêt de cet ouvrage est qu'il nous permet, loin des arguments complotistes et hypothèses journalistiques, d'avoir un aperçu des activités, modes opératoires et objectifs concrets de l'armée et des services de renseignement israéliens (Mossad, Shin Bet, Aman,) au Proche-Orient, notamment au Liban, livré par ses principaux acteurs et responsables (directeurs, officiers, agents des différents services de renseignement israéliens, responsables et fonctionnaires gouvernementaux).

Ils corroborent des faits et hypothèses auparavant difficiles à documenter pour l'historien. On se concentrera ici sur un des terrains d'opération des services israéliens évoqués par R. Bergman : le Liban, plus précisément dans le cadre des attentats réalisés par le FLLE au cours d'une partie des guerres civiles libanaises (1979-1983). Notons que les témoignages recueillis par Bergman et présentés partiellement dans cette étude interpellent autant par leur forme (cru) que leur fond (dramatique et sans scrupule).

La méthode narrative du journaliste, au même titre que les propos « bruts » des différents interviewés sont des plus singuliers. En outre, bien qu'il s'appuie sur de très nombreuses sources de première main, dont il est difficile de remettre en cause la crédibilité et l'authenticité (Ben Gal[6], Meir Dagan[7], Yehoshua Saguy[8], Avraham Shalom[9], Michael Harari[10], Aql Hachem[11], Yair Ravid, etc.), on a voulu, dans une perspective historique, confronter les faits mentionnés par ces différents officiers, directeurs des services de renseignement et de l'armée israélienne avec des sources extérieures[12]. Ainsi, on s'appuiera sur des archives particulièrement probantes pour corroborer des faits évoqués par Bergman ou en mentionner d'autres négligés par le journaliste : deux rapports de la CIA [Annexe A/B], des sources diplomatiques françaises[13] [Annexe C], un rapport de la Rand Corporation[14] [annexe D] écrit par Gail Bass et Brian Mickael Jenkins et des sources journalistiques [Annexe E].

Un certain nombre de faits évoqués dans l'ouvrage de Bergman sont également mentionnés dans l'ouvrage de Gordon Thomas[15] (journaliste d'investigation spécialiste des services de renseignement[16]), par des responsables du Shin Bet dans le documentaire réalisé par Dror Moreh[17], des journalistes[18] et par le chercheur Rémi Brulin[19].

On se concentra dans notre première partie sur le groupuscule fondé par Meir Dagan (chef de l'unité SLR) : le FLLE [Front de Libération du Liban des Étrangers – *Jobhat Tahrir Lubnân min al-Ajâniib*], très actif au Liban (et en Syrie) de 1979 à 1983. On s'intéressera ensuite aux spécificités et aux modalités des opérations menées par la SLR et le FLLE au Liban.

Dans une troisième partie, on donnera quelques exemples d'attentats revendiqués par le FLLE. Enfin, dans une quatrième partie, on mettra en parallèle les opérations étudiées avec les travaux historiques et juridiques d'Henry Laurens et de Mireille Delmas-Marty sur le terrorisme[20] issu du colloque du 4 Juin 2008 organisé par l'Institut du Monde Contemporain et intitulé « Typologie du terrorisme et communauté(s) de valeurs », en s'appuyant également sur les réflexions sociologiques de Philippe Braud sur les violences politiques et le terrorisme.

## La création du FLLE (Front de Libération du Liban des Etrangers)

*« With Eitan's blessing, Ben-Gal appointed the man he called the IDF's top specialist in special ops », the man who'd suppressed terrorism in Gaza ten years before, Meir Dagan, to head a new unit known as the SOUTH LEBANON REGION [SLR]. Dagan was promoted to colonel, and Ben-Gal took him to the summit of one of the hills overlooking the south of Lebanon. « From now on » he told him, « you are an emperor here. Do Whatever you want to[21] » ».*

D'après les témoignages recueillis par R. Bergman, la création du FLLE fut décidée par les services israéliens suite à l'attaque de Nahariya (Galilée) : le 22 Avril 1979, un commando du FPLP (Front Populaire de Libération de la Palestine dirigé par George Habash) s'infiltra en territoire palestinien, s'ensuivirent rapidement des affrontements avec les Forces de Défense Israéliennes qui conduisirent à la mort de quatre civils israéliens, de deux assaillants et à l'emprisonnement de Samîr al-Kuntar (responsable du commando) et d'Ahmed al-Abras[22]. A la suite de cette attaque, les consignes de l'état-major israélien furent des plus claires :

*« Eitan[23] gave Ben-Gal a simple order : « Kill them all », meaning all members of the PLO and anyone connected to the organization in Lebanon [24] ».*

En 1979, le chef d'état-major de l'armée israélienne, Rafael Eitan (en poste depuis le 1<sup>er</sup> Avril 1978) donna son accord à Ben Gal, commandant de l'armée israélienne pour la région Nord (Nord de la Palestine, Sud Liban) pour fonder une nouvelle unité sous la direction de Meir Dagan (un des militaires israéliens les plus intransigeants et violents) : la SLR (South Lebanon Region) :

*« Dagan did as he pleased. At the SLR headquarters in Marjayoun, he and a number of intelligence and operational personnel set up a secret organization that reported directly to him. « I gave his secret operations complete freedom[25] [Propos de Ben-Gal] ».*

Ainsi, l'unité SLR mit sur pieds le FLLE [Front de Libération du Liban des Etrangers[26]] - [Jobhat Tahrîr Lubnân min al-Ajâ nib] -, une milice de proxys libanais de toutes confessions (chrétiens, sunnites, chiites), frustrés de la domination des *fedayins*. Leurs objectifs

étaient d'éliminer les dirigeants et militants de l'OLP au Liban, de pousser Arafat à des surenchères militaires (qui pourraient légitimer une campagne militaire israélienne au Sud Liban) et surtout de couper l'OLP de ses soutiens locaux. La nomination d'Ariel Sharon en août 1981 accéléra le processus et conduisit à une intensification massive des opérations du FLE sur la période 1981-1983 :

*« Sharon hoped that these operations would provoke Arafat into attacking Israel, which could then respond by invading Lebanon[27]...»*

Cette stratégie visait aussi incontestablement à empêcher ou réduire la coopération et les passerelles entre la révolution palestinienne, la gauche libanaise et la communauté chiite (dont le mouvement Amal se voulait le représentant) :

*« We used them (the locals) as proxies, mercenaries. We put motivation into them, christians, shiites and sunnis, and we played them against one another[28]”.*

Ainsi, de 1979 à 1983-84, le FLE revendiqua des dizaines d'attentats (voitures, motos, conserves, sacs de lessive, ânes piégés...) visant les bureaux de l'OLP au Liban, ses alliés et concurrents locaux, l'armée syrienne ou parfois des zones purement civiles (marchés, quartiers fréquentés) et également quelques attaques contre l'armée israélienne positionnée au Sud Liban pour brouiller les pistes :

*« The FLLF also began attacking Syrian installations in Lebanon, and it even claimed responsibility for operations against IDF units. « We were never connected to activities against our own forces » said Dagan, “but the front took responsibility in order to create credibility, as if it was operating against all of the foreign forces in Lebanon[29]” ».*

Le témoignage de David Agmon (successeur de Ben Gal pour le commandement de la région Nord) recueilli par Bergman est particulièrement éclairant :

*“ The aim » he said, « was to cause chaos amongst the Palestinians and Syrians in Lebanon, without leaving an Israeli fingerprint, to give them the feeling that they were constantly under attack and to instill them with a sense of insecurity ». In order to leave no Israeli fingerprints, Dagan and his crew recruited Lebanese locals, Christians, and Shiite Muslims, who detested Arafat and were infuriated by the way the Palestinians treated Lebanon and its people, as if it were their own land. Using those « operational squads », as they were called, Dagan’s SLR began a series of targeted killings and sabotage operations in Southern Lebanon[30].”*

## Modalités et spécificités des opérations israéliennes au Liban

Tout d'abord, les conditions nécessaires à l'exécution d'une cible (c'est-à-dire un assassinat ciblé) au Liban ou dans le monde arabe furent beaucoup moins strictes qu'en Europe ou dans le reste du monde. Evoquant par exemple l'assassinat d'Ali Hassan Salameh (« Bras droit » d'Arafat et chef des forces spéciales de l'OLP « Les forces 17 ») à la voiture piégée à Beyrouth le 17 Janvier 1979 par le Mossad, Mike Harari, alors directeur de l'unité *Kidon* du Mossad, déclare au journaliste R. Bergman qu'une opération de ce type (attentat à la voiture piégée avec quelques centaines de kilos d'explosifs dans un quartier résidentiel très fréquenté) n'aurait jamais pu être réalisée en Europe[31] :

*« When the Mossad targeted the PLO personnel in Europe, it followed a strict policy of avoiding harm to innocent civilians. (...) But as long as the innocent civilians were Arabs, the finger on the trigger became quicker. Moreover, Mossad Operations had to be approved by the prime minister, a civilian answerable to politics, who usually was involved to some extent in the planning[32]. »*

L'observation d'H. Laurens selon laquelle les « guerres civiles libanaises brouillent les repères[33] » est ici corroborée par Bergman, qui souligne le fait que les différents services et unités opérant au Liban se permettaient de faire ce qu'elles n'auraient pas imaginé sur d'autres terrains d'opération : « ... in the wildness that was Lebanon in the late 1970's, seemingly everything was permitted[34] ». Pour comprendre ces activités, il est en effet nécessaire de suivre l'injonction d'Avraham Shalom -lorsqu'interrogé par Dror Moreh, il revenait sur sa carrière au Shin Bet, qu'il dirigea de 1980 à 1986- : « Dans la guerre contre le terrorisme, oublie la morale ! Avec une bombe d'une tonne, oublie la morale[35] ! ». Notons que la plupart de ces opérations (les assassinats ciblés ou arbitraires orchestrés par les services de renseignement) ont été validées par les plus grandes autorités militaires et politiques du pays :

*« Weights operations - summary executions of suspects who posed no immediate threat, a violation of the laws of Israel and the rules of war - were not renegade acts by rogue operatives. They were officially sanctioned extrajudicial killings, proposed to the head of the Shin Bet by his senior commanders, approved by him and then by the prime minister, first Rabin, and then Begin and Shamir[36]. »*

Le témoignage de Ben Gal est un des plus pertinents pour comprendre les modes opératoires des services israéliens au Liban et du FLLE en particulier : lorsqu'il dut par exemple s'expliquer sur les raisons pour lesquelles une opération de son unité avait conduit à la mort de femmes et d'enfants innocents et sans validation d'objectif stratégique, Ben Gal justifia le déclenchement de cette opération meurtrière comme suit : « *Who drives around in Lebanon in a Mercedes at 2 am ? Only terrorists[37]* ». Les propos de Rafel Eitan rapportés par David Shiek dans le livre de Bergman corroborent eux aussi cette volonté non pas de détruire simplement l'OLP en tant qu'organisation opérant depuis le Sud Liban mais d'infliger de lourdes pertes civiles, en l'occurrence palestiniennes :

*« Raful's attitude was that it made no difference which Palestinians we killed in Lebanon – They either were terrorists or would become terrorists or they gave birth to terrorists said David Shiek, deputy commander of Flotilla 13 at that time. An officer asked him (Raful) how we were supposed to identify the terrorists. Raful answered : "If they havn't (birthday party) balloons, they're terrorists[38]."*

Comme le rappelait très justement Henry Laurens : *« Dans le discours des responsables israéliens, tout libanais musulman et tout Palestinien est devenu un « terroriste », ce qui justifie le comportement de l'armée israélienne[39] ». Aussi, « l'utilisation du terme « terroriste » devient un permis à tuer. Il n'existe pas de dégâts collatéraux aux actions israéliennes. La volonté de frapper les populations ou les infrastructures civiles, pour les dissuader de soutenir les Palestiniens et le Hizbollah sont explicites dans un certain nombre de déclarations de responsables israéliens, comme Ithzak Rabin ou Shimon Pérès ».*

C'est ce que confirme Bergman, nous apprenant plus précisément que les objectifs fixés par Ben Gal et Rafael Eitan à Meir Dagan (responsable de la SLR et donc du FLE) ne se limitaient pas seulement à l'OLP et ses infrastructures mais visaient également les habitants (majoritairement chiites) qui « soutenaient les palestiniens » :

*« Ben-Gal and Eitan defined the goal for Dagan : to intimidate, to deter, to make it clear that Israel would be aggressive on offense, not merely reactive on defense. More specifically, the object of the covert activities during the first stage was to hit PLO bases throughout southern Lebanon, as well as the home of residents who assisted the terrorists and gave them lodging before they set out on operations against Israel[40] ».*

Le témoignage indigné d'un ancien agent du Mossad recueilli par Bergman souligne lui aussi le fait que les civils étaient délibérément ciblés :

*« With Sharon's backing, one Mossad officer of the time said, « terrible things were done. I am not vegetarian, and I supported and even participated in some of the assassination operations Israel carried out. But we are speaking here about mass killing for killing's sake, to sow chaos and alarm among civilians, too. Since when do we send donkeys carrying bombs to blow up in marketplaces[41]?" »*

Pour effacer ses traces, Dagan organisait ces attentats de manière froide et réfléchi. Implacable, il n'hésitait pas à piéger des sacs de lessive[42], (que ses hommes chargeaient en quantité dans des voitures ou des camionnettes), des boîtes de conserves, des lettres, des ânes, en bref, tout ce qui pouvait tromper la vigilance des miliciens aux différents barrages :

*« The explosives were now packed in Ariel laundry powder bags so that if the cars were stopped at roadblocks, the cargo would look like innocent goods[43] ».*

Ils recrutèrent aussi des femmes pour conduire ces véhicules jusqu'à leur cible et ainsi

limiter les contrôles aux checkpoints. Ces boîtes de conserves, ces sacs de lessive, ces courriers et diverses colis piégés étaient fabriqués dans le Kibboutz Mehanayim[44] par Meir Dagan et son équipe de 1979 à 1983. Ces bombes étaient ensuite dispatchées dans de larges sacs à dos ou sur des motos, des vélos ou des ânes[45]. Quant aux voitures piégées utilisées dans le cadre de ces attentats, elles étaient développées et préparées par le bureau des opérations spéciales de l'armée israélienne (IDF's Special Operations Executive (Maarach Ha-Mivtsaim Ha-Meyuchadim[46])). Le témoignage d'un ancien agent du Mossad sur l'utilisation de voitures piégées par la SLR (et donc le FLLE) est lui aussi des plus instructifs :

*« I saw from a distance one of the cars blowing up and demolishing an entire street. We were teaching the Lebanese how effective a car bomb could be. Everything that we saw later with Hezbollah sprang from what they saw had happened after these operations[47] ».*

Pour ce qui est des explosifs utilisés par Ben Gal et Meir Dagan dans leurs opérations clandestines, il s'agissait essentiellement des stocks pillés par l'armée israélienne au Liban à partir de 1978 (grenades, mines, roquettes), fournies plus précisément par l'unité de déminage des IDF : « *By using such explosive material, the IDF was able to greatly minimize the chance that any connection with Israel might be revealed if the explosive devices fell into enemy hands[48] ».*

## Quelques exemples d'attentats revendiqués par le FLLE

Un court rapport réalisé à Beyrouth pour le Premier ministre Pierre Mauroy [Annexe C] et une précieuse carte conçue par le service géographique de la défense nationale, le 26 octobre 1981, récence une douzaine d'attentats réalisés par le FLLE entre le 17 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre 1981.

Notons que les analystes de la défense et de l'ambassade de France à Beyrouth qualifièrent le FLLE d'organisation inconnue et interprétèrent ces « *attentats très meurtriers, visant aussi bien les Palestiniens et Amal que les Syriens* » et secouant « *la partie non chrétienne du Liban au cours des mois d'août et de septembre 1981[49]* (voir carte ci-dessous) », comme étant le fruit de tensions et dissensions entre Abou Ammar (Yasser Arafat) et Abou Iyyad (autre leader de l'OLP).

Toutefois, comme en attestent les nombreux témoignages recueillis par R. Bergman, le FLLE est une pure création israélienne, même si les proxys utilisés furent souvent libanais. On ne peut pas en vouloir aux analystes de l'ambassade de France à Beyrouth de ne pas avoir pu déceler l'implication du gouvernement israélien dans cette campagne d'attentats au regard des précautions prises par les services israéliens concernés pour effacer toute trace de leur implication.

Un rapport de la Rand Corporation[50] sur le terrorisme, écrit par Gail Bass et Brian Mickael Jenkins et publié en avril 1983 [Annexe D] consacre lui aussi une page au FLLE, qualifié de « groupe mystérieux ». Les auteurs mentionnent cinq attentats dont quatre revendiqués

par le FLLE commis au mois de Septembre 1981 : Le 17 septembre, plusieurs voitures piégées avec trois cents kilos d'explosifs explosèrent près du poste de commandement de l'OLP à Saida tuant vingt-neuf personnes et en blessant cent-huit autres :

« *Essentiellement des femmes et des enfants qui habitaient dans les immeubles environnants*[\[51\]](#) ».

Le même jour ce fut le propriétaire d'une usine de ciment de Chekka, connu pour ses sensibilités propalestiniennes qui fut visé. Cet attentat couta la vie à quatre personnes et en blessa huit. La banlieue sud a également été prise pour cible le 18 septembre, plus précisément le quartier populaire chiite de Hay al-Sullum. D'après les analystes, la voiture piégée n'aurait pas atteint sa cible, mais emporta malgré tout deux personnes et en blessa deux autres.

Le même jour, un cinéma fréquenté par des officiers syriens à Beyrouth fut également visé : quatre personnes furent tuées et trente-six autres blessées. Bass et Jenkins mentionnent également l'explosion d'une bombe près d'un checkpoint militaire palestinien le 29 septembre au Sud Liban conduisant à la mort de quinze personnes et en blessant quarante autres. Cette dernière attaque ne semble pas avoir été revendiquée par le FLLE, toutefois les analystes de la Rand l'attribuent au groupuscule terroriste.

De nombreux responsables libanais et palestiniens attribuèrent ces attentats aux services israéliens, généralement au Mossad, bien qu'il ne soit pas responsable de ces opérations orchestrées en réalité par Ben Gal et Meir Dagan via la SLR et le FLLE. D'après les témoignages recueillis dans son enquête, Bergman complète ce bilan de manière effrayante : le 1<sup>er</sup> octobre 1981 une voiture piégée avec cent kg de TNT explosa dans le quartier très fréquenté de Fakhani, bastion de l'OLP à Beyrouth. Le bilan de l'opération fut extrêmement lourd : quatre-vingt-trois morts, dont de nombreuses ouvrières piégées dans un immeuble en flammes non loin du QG de l'OLP[\[52\]](#). Peu de temps après, une bombe explosa à Saida, coutant la vie à vingt-trois personnes. Il ajoute :

« *By mid-September 1981, car bombs were exploding regularly in Palestinian neighborhoods of Beirut and other Lebanese cities [...] In December 1981 alone, eighteen bombs in cars or on motorcycles, bicycles, or donkeys blew up near PLO offices or Palestinian concentrations, causing many scores of deaths*[\[53\]](#)”.

Un rapport de la CIA rédigé le 2 décembre 1981 [Annexe A[\[54\]](#)] mentionne un autre attentat particulièrement meurtrier réalisé par le FLLE le 29 novembre 1981 dans le centre-ville de Damas. Réalisé avec une voiture piégée avec deux cents kg d'explosifs, cet attentat causa la mort de cent cinquante personnes. Le rapport souligne d'ailleurs que parmi les victimes civiles innocentes, on dénombre un groupe d'enfants :

« *Among the innocent pedestrian casualties was a bus load of school children and a number of people who happened to be driving through the area in their automobiles* », [Annexe A, p13].

Comme l'ont observé les analystes américains dans ce rapport, « *l'organisation semi-*



« *The selection of a target at a major intersection in the middle of the day would suggest no concern for the local population* » [Annexe A, p13].

Dans ce même rapport sont mentionnés d'autres attentats réalisés par le FLLE à Damas : le 17 août contre le premier ministre syrien, le 3 septembre contre le QG de l'aviation syrienne etc. L'année 1983 a également été particulièrement entachée par les activités du FLLE, qui revendiqua plus de six attentats sanglants : le 28 janvier 1983, le QG de l'OLP à Chtaura dans la Bekaa est attaqué à la voiture piégée : on dénombre quarante morts. Le 3 février 1983, c'est le Centre de Recherches Palestinien à Beyrouth Ouest qui est pris pour cible par le FLLE (vingt morts et cent trente-six blessés). L'attaque de ce centre de recherche et de ce pôle médiatico-politique de l'OLP démontre, comme l'a d'ailleurs souligné H. Laurens, que, « *pour les israéliens [C'est-à-dire selon le gouvernement, l'armée et les services de renseignement israéliens], toute forme de résistance, y compris pacifique, est une forme de terrorisme*[\[55\]](#) ».

Les 5 et 6 août, Tripoli -cœur du 'Akkar sunnite-, via une voiture piégée à l'entrée d'une mosquée très fréquentée puis Arbaniyyah furent attaquées. Le 7 août 1983, c'est au tour de Baalbek[\[56\]](#) : une bombe de cent kg de dynamites explosa dans le marché de légumes de la vieille ville et conduisit à la mort de quarante personnes et en blessa cent trente-trois autres (essentiellement des civils[\[57\]](#)). Ces deux derniers attentats figurent d'ailleurs dans un rapport de la CIA [Annexe B] réalisé le 18 août 1983[\[58\]](#) : « *The FLLF claimed credit for the attack* ». Les auteurs du rapport soulignent aussi qu'une volonté d'infliger de lourdes pertes caractérise ces attentats :

« *Both bombings [Tripoli et Baalbek] occurend at a time and place guaranteed to amass large numbers of casualties, and both attack took place in areas under Syrian control [...] Previous to that incident, the group has claimed four other attacks and bombings directed against both palestinian and US targets* ».

Le 5 décembre 1983, le quartier chiite de Chiyâh - bastion démographique et politico-militaire du mouvement *Amal* à Beyrouth - fut de nouveau victime du FLLE : une voiture piégée emporta douze personnes et en blessa 80 autres. Le FLLE revendiqua tous les attentats mentionnés précédemment[\[59\]](#) et de nombreux autres.

Toutefois, pour éviter d'être démasqué comme étant le commanditaire de ces opérations, Meir Dagan[\[60\]](#) et ses équipes procédèrent de manière retorse, effacèrent leurs traces et ne manquèrent pas d'inventivité pour déjouer les mesures de sécurité de leurs cibles : les palestiniens, le mouvement *Amal*, les syriens, la « gauche progressiste ». Aussi, comme le rappelle Amos Gilboa[\[61\]](#) dans le livre de Bergman, la plupart des victimes du FLLE ne furent aucunement des cadres « importants » de l'OLP, du MNL, d'*Amal* et du régime syrien, mais une écrasante majorité de civils et de combattants sans importance stratégique :

« *Ben-Gal's targets were low-level PLO operatives, and his missions little more than tactical skirmishes. None of the PLO leadership was touched in his secret*

Au-delà des spécificités des attentats orchestrés par le FLE, on retrouve ici des éléments visiblement communs à de nombreuses « luttes anti-terroristes » et déjà soulignés par Henry Laurens dans son étude magistrale (codirigé avec la juriste M. Delmas Marty) sur le terrorisme comme « personnage historique » :

*« Définir son ennemi comme terroriste c'est le rendre hors-la-loi. Il cesse alors d'être un partenaire éventuel à une négociation. On se retrouve alors dans une situation où seul l'usage de la violence est possible et il débouche quasi-inévitablement sur les crimes de guerre, en raison de la relation asymétrique entre combattants légaux et combattants illégaux[63] »*

## **Terrorisme et contre-terrorisme, des pratiques aux frontières poreuses**

Tout d'abord, étymologiquement l'appellation « terroriste » « renvoie à la sémantique de l'intimidation et de la peur[64] ». D'un point de vue juridique, comme le souligne Mireille Delmas Marty, le terrorisme « se définit d'abord par son but -intimider une population ou contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire [...] Quant aux moyens, ils sont définis en cercles concentriques autour d'un noyau dur, le terrorisme stricto sensu - qui incrimine tout acte commis dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves à des civils ou à des non combattants[65] ».

Dans son analyse très fine et documenté sur le terrorisme comme « personnage historique », Henry Laurens soulignait que « l'appellation terroriste semble de plus en plus concerner la violence politique non-étatique[66] », sans pour autant l'y réduire, et que l'association des deux (terrorisme/acteurs non-étatiques) ne va pas nécessairement de soi :

*« Plus on élargit la définition [du terrorisme], plus on se retrouve devant des actes commis par des gouvernements allant des doctrines de dissuasion (qui est une forme d'intimidation) aux diverses formes des guerres secrètes, en particulier l'assassinat et l'enlèvement[67] ».*

En effet, définir le « terrorisme » en fonction de ses auteurs, en l'occurrence des acteurs non-étatiques et non pas en fonction de ses buts ou comme un instrument, un moyen ou une modalité d'action, semble assez problématique et fait l'impasse sur grand nombre de réalités et situations, notamment si on les prend dans une perspective historique. Une réflexion par des biais juridiques, historiques, et sociologiques sur le terrorisme, plus précisément sur les frontières poreuses et floues que « la praxis » entretient avec celle du « contre-terrorisme » semble particulièrement heuristique. Il n'y a qu'à s'intéresser au « contre-terrorisme » du IIIème Reich en zones occupées[68] pour saisir la porosité des deux termes (terrorisme/contreterrorisme), ou plutôt des pratiques qu'ils recouvrent

**Terrorisme, contre-terrorisme : les frontières poreuses des « politiques de prévention-représailles » israéliennes au Liban (1979-1983)**

<https://www.contretemps.eu> redaction

(attentats et contre-insurrection) ; et l'immense difficulté que l'on peut avoir à distinguer entre les pratiques que désignent les deux appellations (terrorisme et contreterrorisme).

Comme le remarquait déjà Henry Laurens, au-delà des problèmes liés aux définitions du terrorisme[69], ce qui ne fait pas de doute c'est que « *terrorisme et contre-terrorisme constituent des enfermements dans la violence.*[70] ». Comme le soulignait le spécialiste de l'histoire du monde arabe contemporain, le contre-terrorisme israélien, même restreint ici au sens d'assassinats ciblés (exécution extra-judiciaires), « *n'est que le retournement de la violence terroriste contre ses auteurs supposés. L'assassinat de cadres politiques palestiniens a commencé avant l'affaire de Munich*[71] ».

En outre, « *quand on regarde le nombre de pertes humaines, les victimes de la contre-insurrection sont bien plus nombreuses que celles du terrorisme combattu*[72] ». Mais comment alors, caractériser les opérations menées par le FLEP au Liban de 1979 à 1983, ne se limitant aucunement à des exécutions extra-judiciaires[73] (assassinats ciblés) de cadres politiques et militaires palestiniens ou libanais - « *contre-terrorisme classique* » -, mais consistant en des campagnes d'attentats à la chaîne, par le biais de voitures piégées (et de colis divers -piégés également-), et ciblant, comme nous l'avons vu, une majorité écrasante de civils, palestiniens et libanais ?

Le constat d'H. Laurens sur les politiques et opérations militaires israéliennes au Liban fait particulièrement sens :

*« dans les guerres du Liban toute la population palestinienne est considérée comme terroriste, ce qui aboutit aux massacres de Sabra et Chatila de 1982. Il en a été de même, par la suite, pour la population chiite*[74] ».

C'est ce que les exemples précédemment mentionnés mettent parfaitement en lumière (au même titre que les modalités de l'occupation israélienne du Liban à partir de juin 1982). Ainsi, paradoxalement, si on suit la définition sociologique du terrorisme développée par Philippe Braud dans son ouvrage sur les « violences politiques », à savoir des « *actions aveugles visant à produire le maximum de désarroi dans une population entière, sabotages ou meurtres ciblés destinés plutôt à détruire une infrastructure organisationnelle*[75]», on ne peut s'empêcher d'observer la pertinence de cette définition pour caractériser les activités du FLEP de 1979 à 1983. Il en va de même de la définition adoptée à la conférence de Jérusalem de 1979 -organisée par le Jonathan Institute- : « *le terrorisme est le meurtre délibéré et systématique de civils pour inspirer de la peur*[76] », qui s'avère être elle aussi particulièrement adaptée pour qualifier les activités de ce « *groupe mystérieux* » -le FLEP-.

Dans le même ouvrage, le sociologue soulignait que le « *terrorisme d'Etat* » se limite généralement à des pays moyens, mineurs et plutôt faibles militairement[77] : « *Le recours au terrorisme tire son efficacité de donner force au faible, ou, en tout cas, de compenser une impuissance sur les terrains d'affrontements plus normaux. Le terrorisme, en effet, signale d'abord une faiblesse militaire*[78] ». Ainsi, beaucoup de définitions ou réflexions sur le terrorisme tendent à l'analyser comme « *l'arme des faibles* », le réduisant la plupart du temps à des acteurs non-étatiques ou des états « *moyens* », mais qu'en est-il lorsque ces moyens sont employés par des puissances loin d'être en position de faiblesse, militairement et diplomatiquement ?

Il est ici pertinent d'établir un parallèle avec les travaux et réflexions de Noam

*« on a tort de penser que le terrorisme serait l'instrument des faibles. Comme la plupart des armes meurtrières, le terrorisme est surtout l'arme des puissants. Quand on prétend le contraire, c'est uniquement parce que les puissants contrôlent également les appareils idéologiques et culturels qui permettent que leur terreur passe pour autre chose que de la terreur[80] ».*

Aussi, d'un point de vue juridique, comme le soulignait Mireille Delmas Marty, « aucun texte n'est encore parvenu à une réponse précise[81] » et universellement acceptée dans le concert des nations, prouvant bien le caractère éminemment politique de ce concept, « le terrorisme », qui donne jusqu'à aujourd'hui du fil à retordre aux juristes les plus éminents. Les réflexions et interrogations de Philippe Braud sur la différenciation entre les faits de violence légitimes ou condamnables prennent ici tout leur sens, et nous invitent, au même titre que les événements présentés dans cet article, à repenser nos cadres d'analyse, la pertinence des concepts que l'on utilise et nos tentatives de catégorisation :

*« La tentation a toujours existé de nommer différemment la violence que l'on juge légitime et celle que l'on condamne, la sienne et celle des autres. Mais à partir de quel point de vue ? sur le fondement de quels critères[82] ? »*

Aussi, comme le remarquait H. Laurens dans sa conclusion au colloque de Mai 2008, « le terrorisme conduit à une interrogation plus vaste : que devient la guerre aujourd'hui[83] ? »

## Conclusion

*« Their use of terror may be unparalleled. More than 1,000 persons have been killed and injured by FLLF bombs between September 1981 and August 1983, making this one of the most serious sustained terrorist campaigns in the world. Its victims have been overwhelmingly Palestinians and poor Lebanese[84] ».*

Comme le souligne R. Brulin dans son article sur le FLLF, le gouvernement israélien s'engagea parallèlement à ses activités clandestines dans une campagne de relations publiques organisée par le Jonathan Institute autour du terrorisme. Une conférence est à ce propos tenue en juillet 1979 à Jérusalem, qui d'après l'historien israélien Benzion Netanyahu, marque le début d'un « processus nouveau - le ralliement des démocraties du monde au combat contre le terrorisme et les dangers qu'il représente[85] ».

Ce qui ne laisse pas de doute, contrairement à ces opérations de communication - qui coïncident chronologiquement avec la création du Front de Libération du Liban des Etrangers -, c'est que les opérations du FLLF et des services israéliens au Liban[86], rarement étudiées dans le cadre des guerres civiles libanaises, affectèrent considérablement les acteurs visés, en particulier l'OLP, le Mouvement National Libanais, la

communauté chiite (et donc le mouvement *Ama'l*). Ces « opérations » contribuèrent à rendre encore plus probables et plus intenses l'émergence d'affrontements entre les différents acteurs libanais, palestiniens et régionaux.

En frappant indistinctement tous les acteurs en rapports de près ou de loin avec les factions palestiniennes, en ébranlant les alliances par la paranoïa s'installant au rythme des assassinats et destructions, les services israéliens - SLR en tête - contribuèrent à fertiliser ce terreau d'incompréhensions, de rivalités et d'exaspération entre une partie de la population locale et les factions palestiniennes. Il est à ce propos particulièrement intéressant de relier la « guerre palestino-chiite » d'avril 1982[87], point culminant de tensions, d'escarmouches et d'affrontements croissants depuis 1978, aux activités dirigées par Ben Gal et Meir Dagan au Liban via le FLLE entre 1979 et 1983.

Cependant, les attentats du FLLE ne remplirent pas complètement leurs objectifs, car l'OLP, en particulier les factions sous l'influence directe d'Arafat, ne donnèrent pas de prétexte à une invasion du Liban à grande échelle[88]. C'est sans parler du fait qu'aucun cadre stratégique de l'OLP ou du MNL ne fut « éliminé » ; la plupart des victimes de ces opérations furent en effet des civils et des combattants « sans importance stratégique ». Ainsi, Ariel Sharon dut attendre la tentative d'assassinat de l'ambassadeur israélien à Londres, Shlomo Argov, par le Groupe Abû Nidâl[89] (radicalement opposé à Arafat) le 3 juin 1982 pour envahir « en réaction » le Liban (où se concentraient les « infrastructures » de l'OLP), le 6 juin 1982 [Opération paix en Galilée].

L'étude approfondie des activités du FLLE au Liban de 1979 à 1983 nous invite ainsi à repenser nos cadres d'analyse, à nous interroger sur la pertinence des concepts que l'on utilise, des catégories et définitions que l'on mobilise dans l'étude historique du terrorisme et du contreterrorisme ; dont l'ambivalence des usages juridiques et politiques a été brillamment souligné par Mireille Delmas Marty [90].

Illustration : [edgrantworks.tumblr.com/post/138642213](https://edgrantworks.tumblr.com/post/138642213).

## Notes

[1] Ronen Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations*, s.l., Random House, 2018, 784 p.

[2] <https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet11Rev.1fr.pdf>

[3] Voir le rapport de l'OHCHR (Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme) : <https://www.ohchr.org/Documents/Publications/FactSheet11Rev.1fr.pdf> et les différents rapports de l'ONG *Trial International* : <https://trialinternational.org/fr/topics-post/executions-extrajudiciaires/>

[4] Yair Ravid fut nommé commandant de l'unité 504 en 1976 ; unité qu'il dirigea jusqu'au début des années 1980. Il rejoint par la suite le Mossad. Il est l'auteur d'un livre publié en 2016 sur les relations des services de renseignement israéliens avec le parti phalangiste [Kata'eb] et sur « l'histoire » de la création de l'Armée du Liban Sud (ALS) de Sa'd Haddad.

[5] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations*, op. cit., p. 231.

[6] Commandant de l'armée israélienne pour la région Nord (Nord de la Palestine, Sud Liban) de 1979 à 1981.

[7] Spécialiste en « opérations spéciales » de l'armée israélienne puis « directeur » de l'unité SLR (South Lebanon Region) à partir de 1979.

[8] Directeur d'AMAN (services de renseignement de l'armée israélienne) de 1979 à 1983 et radicalement opposé aux activités de la SLR et du FLLE.

[9] Directeur controversé du Shin Bet de 1980 à 1986. Membre du service depuis 1950, il dut quitter sa direction en 1986 suite au lynchage de deux palestiniens ayant hijacké un bus.

[10] Officier du Mossad et fondateur de l'unité Kidon, il est à l'origine de l'opération « colère de Dieu » visant à venger l'attentat de Munich en 1972. Il est notamment responsable de l'opération raté de Lillehammer (Norvège) en 1973 visant à assassiner Hassan Salameh et de l'assassinat « réussi » en 1979 à Beyrouth.

[11] D'origine libanaise, chiite, il rejoint l'Armée du Liban Sud de Sa'ad Haddad ; il semble qu'il ait été membre du FLLE. Bergman le cite en bas de page (entretien de 1999) lorsqu'il explique les objectifs du FLLE et ses modes opératoires (p236).

[12] Il est difficile a priori de disqualifier ces différents auteurs pour une sensibilité propalestinienne

[13] Liban 1973-1982 (Cote 1835INA), cartons 386 (Sud Liban : Confidentiel défense) et 408 (Mouvements politiques clandestins, dissidence, mouvements de libération, terrorisme) ; Liban 1983-1989 (Cote 0047 SUP), carton 43 (Situation politique, terrorisme au Liban), Archives de l'ambassade de France à Beyrouth. Archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères, site de la Courneuve.

[14] Centre de recherche et organisme de conseil de l'armée américaine travaillant en grande partie sur le terrorisme.

[15] Gordon Thomas, *Histoire secrète du Mossad : de 1951 à nos jours*, Paris, France, Points, 2007, 663 p.

[16] Ses ouvrages sur la CIA et le Mossad ont été particulièrement salués. Toutefois, en raison d'imprécisions, ses travaux sur les services de renseignement britanniques MI5-MI6 reçurent de nombreuses critiques.

[17] Dror Moreh, *The Gatekeepers*, s.l., 2012., [https://youtu.be/1z1opy\\_5Hi0](https://youtu.be/1z1opy_5Hi0)

[18] Lee O'Brien, « Campaign of Terror : Car Bombings in Lebanon », *MERIP Reports*, 1983, n° 118, p. 23-26. ; Voir aussi l'article du NYT en date du 06/02/1983 sur un attentat revendiqué par le FLLE.

[19] Il se base exclusivement sur le livre de Bergman et cite quelques déclarations d'agents et d'officiers israéliens que nous reprendrons aussi dans cette étude : Rémi Brulin, *Quand Israël créait un groupe terroriste pour semer le chaos au Liban*, Orient XXI,

**Terrorisme, contre-terrorisme : les frontières poreuses des « politiques de prévention-représailles » israéliennes au Liban (1979-1983)**

<https://www.contretemps.eu> redaction  
<https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/quand-israel-creait-un-groupe-terroriste-pour-semer-le-chaos-au-liban,2496> , 20 juin 2018, ( consulté le 14 Janvier 2019).

[20] Mireille Delmas-Marty, Henry Laurens et Hana Jaber (eds.), *Terrorismes : histoire et droit*, Paris, CNRS éd., 2013, ix+352 p.

[21] Ronen Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations*, s.l., Random House, 2018, p235.

[22] Ces derniers seront libérés dans le cadre d'un échange de prisonniers avec le Hezbollah en 2004.

[23] Chef d'état-major de l'armée israélienne de 1978 à 1983.

[24] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations*, op. cit., p. 234.

[25] *Ibid.*, p. 235.

[26] FLLF [Front for the Libération of Lebanon from Foreigners] en anglais.

[27] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations*, op. cit., p. 243.

[28] *Ibid.*, p. 236.

[29] Brulin Rémi, *Quand Israël créait un groupe terroriste pour semer le chaos au Liban*, <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/quand-israel-creait-un-groupe-terroriste-pour-semer-le-chaos-au-liban,2496> , 20 juin 2018, consulté le 14 Janvier 2019.

[30] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations*, op. cit., p. 236.

[31] *Ibid.*, p. 224.

[32] *Ibid.*, p. 231.

[33] Henry Laurens, dans Mireille Delmas-Marty, Henry Laurens et Hana Jaber (eds.), *Terrorismes*, op. cit., p. 53.

[34] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations*, op. cit., p. 231.

[35] [35] D. Moreh, *The Gatekeepers*, op. cit., [https://youtu.be/1z1opy\\_5Hi0](https://youtu.be/1z1opy_5Hi0), (29:50 – 29:58).

[36] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations*, op. cit., p. 283.

[37] *Ibid.*, p. 239.

[38] *Ibid.*, p. 231.

[39] Henry Laurens, « Du terrorisme à l'antiterrorisme », dans Mireille Delmas-Marty, Henry

[40] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations, op. cit.*, p. 236.

[41] *Ibid.*, p. 243.

[42] *Ibid.*, p. 243.

[43] *Ibid.*, p. 242.

[44] *Ibid.*, p. 236.

[45] *Ibid.*, p. 236-237.

[46] *Ibid.*, p. 243.

[47] *Ibid.*, p. 243.

[48] *Ibid.*, p. 236-237.

[49] Liban 1973-1982 (Cote 1835INA), carton 386 (Sud Liban : Confidentiel défense), Archives de l'ambassade de France à Beyrouth. Archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères, site de la Courneuve.

[50] Centre de recherche et organisme de conseil de l'armée américaine travaillant en grande partie sur le terrorisme.

[51] L. O'Brien, « Campaign of Terror », art cit, p. 26.

[52] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations, op. cit.*, p. 242.

[53] *Ibid.*

[54] [Annexe A] Rapport de la CIA sur l'attentat réalisé par le FLLE dans le centre de Damas (centre recrutement, complexe militaire) le 29 Novembre 1981, accessible en ligne : <https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP84B00049R000902280015-0.pdf>

[55] Henry Laurens, dans Mireille Delmas-Marty, Henry Laurens et Hana Jaber (eds.), *Terrorismes, op. cit.*, p. 52.

[56] Cœur de la Beqaa, bastion démographique et politique de la communauté chiite, lieu d'émergence du Hezbollah.

[57] Archives du journal al-Safir, 09/08/1983.

[58] [Annexe B] Rapport de la CIA sur le terrorisme dans le monde rédigé le 18 Août 1983 et déclassifié le 01/06/2011. Il est consultable sur la bibliothèque en ligne de l'agence de renseignement : <https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP84-00893R000100230001-5.pdf>

[59] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations, op. cit.*, p. 243.



[60] Qui s'avère être le pilote de toutes ses opérations.

[61] Officier du renseignement militaire israélien ayant quelques décennies de service à son actif, dont quelques années au Liban.

[62] R. Bergman, *Rise and kill first, the secret history of Israel's secret targeted assassinations*, op. cit., p. 240.

[63] Henry Laurens, « Du terrorisme à une histoire de la peur », dans Mireille Delmas-Marty, Henry Laurens et Hana Jaber (eds.), *Terrorismes*, op. cit., p. 330.

[64] Henry Laurens, « Du terrorisme à une histoire de la peur », dans *Ibid.*, p. 331.

[65] Mireille Delmas-Marty, « Du terrorisme à l'antiterrorisme », dans Institut du monde contemporain, *Terrorismes: histoire et droit*, Paris, CNRS éd., 2013, p. 326, 327.

[66] Henry Laurens, dans *Ibid.*, p. 33.

[67] Henry Laurens, « Du terrorisme à l'antiterrorisme », dans *Ibid.*, p. 336.

[68] Barbara Lambauer, « D'une « dureté douce pour le futur » : le terrorisme selon l'Allemagne nazie et sa répression, dans *Ibid.*, p. 89-162.

[69] Dans l'ouvrage extrait du colloque tenu à Nice en 2008 sous la direction de X. Crettiez et de L. Mucchieli, il est rappelé qu'en 1988 déjà, Schmidt et Jongman avaient recensé 109 définitions différentes, voir Xavier Crettiez et Laurent Mucchielli (eds.), *Les violences politiques en Europe: un état des lieux* :, Paris, France, La Découverte, 2010, p. 33.

[70] Henry Laurens, dans Mireille Delmas-Marty, Henry Laurens et Hana Jaber (eds.), *Terrorismes*, op. cit., p. 54, 55.

[71] Henry Laurens, dans *Ibid.*

[72] Henry Laurens, « Du terrorisme à l'antiterrorisme », dans Mireille Delmas-Marty, Henry Laurens et Hana Jaber (eds.), *Terrorismes*, op. cit., p. 337.

[73] On peut définir une exécution extra-judiciaire (assassinat ciblé / targeted assassination) comme un « homicide commis délibérément par un agent d'Etat, ou avec son consentement, sans procès préalable offrant toutes les garanties judiciaires, telles qu'une procédure équitable et impartiale ».

[74] Henry Laurens, dans Mireille Delmas-Marty, Henry Laurens et Hana Jaber (eds.), *Terrorismes*, op. cit., p. 54, 55.

[75] Philippe Braud, *Violences politiques*, Paris, France, Éd. du Seuil, 2004, p. 56-57.

[76] Rémi Brulin, *Quand Israël créait un groupe terroriste pour semer le chaos au Liban*, <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/quand-israel-creait-un-groupe-terroriste-pour-semer-le-chaos-au-liban,2496> , 20 juin 2018, (consulté le 14 Janvier 2019).

[77] P. Braud, *Violences politiques*, op. cit., .p. 58. ; On peut penser à des états couramment accusés de terrorisme, comme la Jamahiriyya libyenne dans les années 1980.

[78] *Ibid.*, p. 56-57. ; On peut observer de telles dynamiques dans le cadre de la guérilla du

[79] Noam Chomsky, *Pirates et empereurs: le terrorisme international dans le monde contemporain*, traduit par Jacques Maas, Paris, Fayard, 2003, 361 p.

[80] Noam Chomsky, *Terrorisme, l'arme des puissants*, <https://www.monde-diplomatique.fr/2001/12/CHOMSKY/8234> , 1 décembre 2001, (consulté le 11 avril 2019).

[81] Mireille Delmas-Marty, dans Mireille Delmas-Marty, Henry Laurens et Hana Jaber (eds.), *Terrorismes, op. cit.*, p. 326.

[82] Philippe Braud, *Violences politiques*, Paris, France, Éd. du Seuil, 2004, p. 11.

[83] Henry Laurens, « Du terrorisme à une histoire de la peur », dans *Ibid.*, p. 333.

[84] L. O'Brien, « Campaign of Terror », art cit, p. 26.

[85] Rémi Brulin, *La remarquable disparition de la campagne israélienne d'attentats à la voiture piégée au Liban ou : Ce dont nous (ne) parlons (pas) quand nous parlons de « terrorisme »* – *AURDIP*, <http://www.aurdip.org/la-remarquable-disparition-de-la.html>, (consulté le 14 Janvier 2019).

[86] Voir par exemple les opérations de *Flotilla 13*, de l'unité 504 d'AMAN et de l'unité *Kidon* du Mossad.

[87] A ce propos, voir Timur Göksel, « "Mr. UNIFIL" Reflects on a Quarter Century of Peacekeeping in South Lebanon », *Journal of Palestine Studies*, Printemps 2007, N°36, n° 3, p. 50-77. Et Augustus Richard Norton, *Amal and the Shi'a: struggle for the soul of Lebanon*, Austin, University of Texas press, 1987, xxii+238 p.

[88] Voir notamment l'entretien entre l'ambassadeur de France Louis Delamare et Yasser Arafat à Beyrouth le 23 Juillet 1981 [TD Beyrouth 712, carton 391 (Les palestiniens du Liban : Mr Arafat), Série Liban 1973-1982 (Cote 1835INA), Archives MAE, site de la Courneuve)].

[89] « *Abû Nidal, financé un temps par la Syrie puis par la Lybie, et par l'Irak a été dénoncé par Arafat. Il a été soupçonné de travailler, en sous-main, pour les services secrets israéliens, car il a pris pour cible, des juifs européens, sans avoir jamais commis d'actes contre l'Etat d'Israël, ni fait l'objet de représailles de sa part. Il est en outre responsable de l'assassinat d'un certain nombre de chefs historiques de la résistance palestinienne* ». Henry Laurens, dans Mireille Delmas-Marty, Henry Laurens et Hana Jaber (eds.), *Terrorismes, op. cit.*, p. 53.

[90] Mireille Delmas Marty, dans *Ibid.*, p. 165-187 et surtout, Mireille Delmas-Marty, « Le terrorisme comme concept juridique de transition », dans *Ibid.*, p. 323-329.